



## Argumentation et Analyse du Discours

11 | 2013

Analyses du discours et engagement du chercheur

---

# Pour un engagement cosmopolite et séquentiel : à propos d'une recherche sociologique sur les médias et le conflit israélo-palestinien

*For a Sequential and Cosmopolitan Commitment*

Jérôme Bourdon

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aad/1516>

DOI : 10.4000/aad.1516

ISSN : 1565-8961

### Éditeur

Université de Tel-Aviv

### Référence électronique

Jérôme Bourdon, « Pour un engagement cosmopolite et séquentiel : à propos d'une recherche sociologique sur les médias et le conflit israélo-palestinien », *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 11 | 2013, mis en ligne le 31 mai 2015, consulté le 23 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/aad/1516> ; DOI : 10.4000/aad.1516

---

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2019.



*Argumentation & analyse du discours* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Pour un engagement cosmopolite et séquentiel : à propos d'une recherche sociologique sur les médias et le conflit israélo-palestinien

*For a Sequential and Cosmopolitan Commitment*

Jérôme Bourdon

---

La question de l'engagement du chercheur, posée à l'origine de la naissance des sciences sociales, notamment par Durkheim, agite périodiquement le monde de la recherche. Il y a bien sûr une instabilité épistémique, un désaccord sur le savoir réflexif qui permettrait de bien poser la question de l'engagement. Mais il faut aussi tenir compte des circonstances sociales changeantes, et notamment, pour la position qui va être discutée ici, de la circulation sociale et médiatique accrue des idées ou des résultats de la recherche (ou de certains d'entre eux), et aussi du caractère international (global, cosmopolite - on précisera) de cette situation - point évident mais quelque peu aveugle, si j'en crois les livraisons de *Questions de Communication* (2002, 2004), dans lesquelles aucun intervenant ne s'interroge sur cette dimension. J'ai en effet rencontré cet environnement médiatique à toutes les étapes de mon travail, et plus récemment, la dimension internationale, simplement du fait du passage d'un pays à un autre, qui a déstabilisé, de façon féconde, ma position de chercheur, qu'il s'agisse des objets de la recherche, de l'adresse du travail, et de l'appartenance nationale-culturelle.

Au point de départ, je rappellerai certaines des distinctions proposées par Nathalie Heinich (2002, 2004) dans les numéros précités de *Questions de Communication*, avec lesquelles je me sens globalement en accord, même si son tableau de la question, rigoureux, découpé en catégories claires, est un peu trop beau pour être adéquat au réel (elle me rétorquerait peut-être qu'il faut distinguer, entre la réalité factuelle et la

visée normative). Il est souhaitable d'opérer à partir de ces distinctions, même si ce n'est pas tout à fait possible. Mon problème est autre : certaines distinctions ne fonctionnent plus. Sur les sujets dont je me suis emparé, on ne s'adresse jamais seulement à ses pairs, et on le sait d'emblée.

Ceci est dû à une multiplicité de facteurs. L'une est la nature des terrains et des sujets de recherche. Lorsqu'on a affaire à des objets chauds, qui sont toujours-déjà pris dans une forte controverse publique, la question de l'engagement ne peut être posée tout à fait de la même façon. Par ailleurs, je parle d'engagement séquentiel, en précisant qu'il s'agit de quelque chose de souhaitable, qu'il faut prévoir et organiser. Cet engagement est assez proche de celui proposé par Nathalie Heinich, qui vise à encourager l'intercompréhension des acteurs pris dans une controverse (ce pourquoi je parlerai d'engagement dialogique), mais il n'est pas, de mon point de vue, un « surcroît » heureux, mais un des buts souhaitables de la recherche. Il est inscrit dans son ambition, même s'il suppose un art de l'attente, ce qui n'est pas l'un des moindres privilèges du métier de chercheur. Par ailleurs, le caractère international des objets modifie aussi la donne et appelle à des formes d'engagements qui tiennent compte des appartenances nationales, tant celle du chercheur que celles des destinataires de la recherche, ses pairs. De façon quelque peu paradoxale, puisqu'il s'agit de tenir compte des différences nationales et culturelles, j'appelle cet engagement cosmopolite (alors que le cosmopolitisme, depuis – au moins – Kant, c'est la volonté d'établir une position quasi-juridique recevable d'emblée indépendamment de ses appartenances), et je m'en expliquerai.

## Rappel et post-scriptum au débat sur l'engagement

On s'en souviendra pour ceux que le sujet préoccupe, le débat de *Questions de Communication* s'est organisé autour d'un texte de Nathalie Heinich, « Pour une neutralité engagée ». Celle-ci proposait de distinguer différentes postures de l'intellectuel, *lato sensu* (label auto-attribué plus que descripteur, et aussi porteur d'un flou qu'il s'agit de défaire). Pourtant, il faut déjà s'arrêter. Car qui s'engage, et de l'engagement de qui débat-on ici ? Il s'agit bien de l'engagement des chercheurs, qui interviennent au nom d'un certain savoir. Non des intellectuels, qui interviennent au nom, justement, d'une capacité de penser générale (ce qui sera tout de suite dénoncé, mais toujours pour justifier le monopole d'un titre que personne n'attribue ou ne contrôle, ce qui est moins le cas de celui du chercheur). Donc, je parle ici de l'engagement du chercheur qui a travaillé sur un sujet donné, au nom d'une certaine méthode scientifique. C'est la connaissance qui rend légitime son engagement, qui lui donne du poids. Elle suppose une sortie de la « Tour d'Ivoire », dont on apprécie les confort mais regrette la confidentialité. Cette sortie prend la forme d'une critique ou d'une intervention dans les médias, qui prend souvent le chercheur au dépourvu car il s'engage en même temps qu'on l'engage, ou qu'on l'enrôle, et pas toujours dans la direction qu'il souhaite. Enfin, le chercheur peut aussi être sollicité, plus discrètement (mais parfois avec plus de profit matériel) comme expert (la chose m'est peu arrivé, car mon savoir se prête peu à l'expertise). Donc, trois positions, le chercheur, le critique (terme qui me paraît préférable à celui de penseur), et l'expert. La sortie du statut de chercheur est toujours motivée, en tout ou en partie, par la question des profits symboliques ou pécuniaires, que l'auteur peut en retirer. J'ajouterai une quatrième position, cruciale dans le débat, celle de l'enseignant qu'est aussi la plupart du temps le

chercheur en sciences sociales, notamment hors de France. Doit-il respecter la neutralité scientifique du chercheur, et comment ? Quelle est la spécificité de son langage ? Si l'on reprend la distinction entre la description factuelle, le jugement et l'évaluation (emprunté à Dispaux par Heinich), je dirai que le chercheur interroge tout autant qu'il décrit les faits ; l'interrogation distingue le chercheur de ceux qui croient détenir, d'emblée, les bonnes descriptions. Mais lorsqu'il enseigne, il ne peut reproduire son processus de recherche : son public attend de lui des descriptions « définitives », mais aussi (car les enseignés sont rarement de futurs chercheurs, sauf dans certaines formations restreintes), on attend aussi de lui des jugements, voire des prescriptions. Il tient un discours mixte, avec un surcroît de responsabilité, car c'est dans l'enseignement que la position d'autorité exerce le plus d'effet : pour cette raison aussi, je pense que la question de l'engagement doit réserver un sort particulier à la position de l'enseignant.

Le deuxième point sur lequel je voudrais revenir tient aux notions de neutralité et de valeurs. Je pense qu'au stade de la recherche à proprement parler, la neutralité est profondément souhaitable comme « valeur épistémique, c'est-à-dire comme programme d'action et jugement » (Heinich, 2002 : 121). Le fait qu'elle soit difficile à réaliser, pour des raisons mille fois dites - parties de la position sociale (on parle toujours de quelque part, etc.), jusqu'aux caractéristiques du langage (le choix des mots engage toujours une axiologie, cela sera singulièrement pertinent dans la suite), ne la rend pas moins souhaitable pour le travail scientifique, sinon il se condamne à redoubler l'engagement des acteurs observés. Le chercheur doit s'efforcer de neutraliser son langage. Il doit faire l'effort de neutraliser les différentes façons - sociales, affectives - qu'il a d'appartenir à son sujet de recherche. Paradoxalement, cela peut passer aussi par le dévoilement et l'explicitation de cet effort dans le rendu même de la recherche. J'inclus dans la neutralité (ou dans l'accomplissement de l'objectif de neutralité) la faculté d'être surpris, et d'inclure dans le compte rendu de son travail scientifique des résultats qui ne cadrent pas avec l'orientation politique du chercheur, ou qui sont de nature à décevoir les publics potentiels de ce travail (ce qui contrarie, cette fois, peut-être les opinions du chercheur sur le monde, mais aussi ses intérêts dans la publicisation de son travail). On le remarquera, certains des critères évoqués ici recourent, au moins en partie, des définitions somme toutes traditionnelles du professionnalisme journalistique, ce qui n'est pas un hasard.

Enfin, ajoutons à ce rappel qualifié une distinction qui me paraît cruciale entre objets chauds et froids, pour forcer un peu (il y a aussi des objets tièdes). Doury qualifie ainsi les objets chauds : ils sont « sous-tendus par des enjeux identifiables, de natures diverses, susceptibles de susciter des engagements profonds et entiers »<sup>1</sup>. Ceci recoupe pour partie un débat entre disciplines. Comme l'a noté Pierre Bourdieu (Bourdieu, Chartier, 2010 : 25-6), le sociologue a presque nécessairement affaire à des terrains chauds. Ceci à l'inverse de l'historien, qui traite le plus souvent de questions « apaisées » (même si elles peuvent intéresser un large public, voire le succès des biographies historiques), et plus encore des spécialistes de pure théorie de la langue, ou des mathématiques, qui ont peu à s'inquiéter de leur engagement.

Cela dit, il faut préciser aussi la notion d'objets chauds. Car la plupart des objets des travaux des sciences sociales peuvent susciter des passions qui surprennent souvent l'*outsider* persuadé que c'est son seul domaine qui est passionnant, et qui donc passionne. L'objet chaud, à mon sens, est aussi celui qui passionne un large public et pas seulement

les spécialistes, et qui donc a de fortes chances d'être un objet médiatisé, soumis à la critique, l'invitant (et invitant donc le chercheur à la tribune, au plateau de télévision, etc.). L'objet chaud est lié à des controverses, qui opposeront souvent deux camps aux positions symétriques (sommant le chercheur de prendre parti). L'objet chaud entraîne une multiplication d'interventions, aux statuts très divers, et ceci est bien sûr redoublé par Internet qui voit proliférer des genres nouveaux du discours (le « talk-back », le « blog », dont les statuts public ou privé sont mouvants). Cette pluralité est excitante et frustrante à la fois. Elle crée pour le chercheur qui veut « sortir du laboratoire » une concurrence : arrivent sur la scène d'autres critiques, d'autres « penseurs », d'autres intellectuels, aux statuts très divers, et notamment, beaucoup de journalistes qui parlent aussi au nom d'une « connaissance du dossier » (le dossier israélo-palestinien, ou le dossier médiatique sur le conflit ? - souvent on est dans le flou). A mon sens, les objets chauds renforcent l'impératif de neutralité : c'est justement parce que les acteurs parlent avec émotion au nom d'une cause qu'ils sentent sacrée, au nom d'une histoire collective, d'une demande de justice, qu'il faut répondre (courtoisement) que le chercheur a un objet et des questions spécifiques, qu'il n'est pas à même de répondre aux sollicitations des acteurs, à la fois parce que ce n'est pas son but, et que souvent, il n'a pas les moyens de la réponse. Nous allons tout de suite en voir des exemples.

## Les médias + Israël-Palestine : objets chauds

Sociologue (et historien) de la télévision - mauvais objet social, jadis massivement critiqué par le monde universitaire, même si cela est moins vrai aujourd'hui -, puis des médias couvrant le conflit israélo-palestinien - massivement critiqué, mais pour des raisons différentes -, je n'ai donc pas eu affaire à beaucoup d'objets froids... Plus précisément, nous sommes ici dans un domaine (à l'inverse, disons, de la sociologie de l'art) où la neutralité attendue du chercheur a été rarement rencontrée. Chercheurs et historiens des médias ont rarement adopté la neutralité, et l'on pourrait faire une anthologie des jugements de valeur (non de valeur épistémique des travaux, mais de valeurs des statuts juridique, des contenus, des publics des médias) qui émaillent les travaux des chercheurs dans ce domaine, selon un mouvement volontiers pendulaire : au début de l'arrivée d'un média, on promet volontiers l'extension du savoir et de la démocratie, mais avec le recul, on déplore. L'Internet, ici, est un média profondément traditionnel... Il faut tenir compte aussi du caractère de chacun, les optimistes trouvant toujours plus facilement dans le réel des raisons d'espérer que leurs adversaires pessimistes ou « apocalyptiques », pour employer un mot d'Eco (1994). Le chercheur, à mon sens, n'a aucun moyen de répondre aux grandes questions sur les « effets » de tel ou tel média sur la société (mais il peut comprendre ce qui motive la formation de ces questions comme centrales pour une société).

Comme on va le voir, Israël-Palestine peut ici être comparé, au moins en partie, avec la télévision : mouvements d'opinion (y compris d'intellectuels) pendulaires, optimismes et pessimismes. Bien sûr, le sujet ne divise pas de la même façon que les médias de masse, qui sépare, en gros, élitistes (qui méprisent les médias et s'en inquiètent), et populistes (plus optimistes). Le sujet Israël-Palestine est plus politique, et touche aussi à d'autres appartenances sociales, religieuses. Et pourtant, le caractère hyper-automatique et cohérent de certaines réactions que les objets déclenchent constitue une invitation à s'éloigner, en tant que chercheur (mais aussi, on le verra, en tant que

critique – quoique d'une autre façon) de ces axiologies trop commodes pour ne pas être suspectes, et, à nouveau, à faire des axiologies un objet de recherche en tant que tel.

Cependant, je n'ai pas traité exactement d'Israël-Palestine mais des médias qui en traitent et, plus précisément, des journalistes qui couvrent le sujet. C'est ici que le passage par l'histoire des médias m'a été précieux. Car on peut, de cette histoire, apprendre au moins deux choses : tout groupe social, toute personne couverte par les médias (au moins pour une certaine durée) est vouée à la déception et à la frustration – et très souvent, il/elle condamnera les médias comme incompetents sur sa question spécifique, sans se rendre compte qu'il énonce là une appréciation qui tient plus à sa position de sujet médiatisé, condamné à être déçu, qu'à une incompréhension dont il souffrirait spécifiquement (même si celle-ci peut se produire). Deuxième acquis : les élites culturelles (*lato sensu*), depuis de longues années, partagent une *doxa* anti-média, qui peut prendre une forme élitiste (dont les premières manifestations remontent, au moins, au 18<sup>e</sup> siècle), ou une forme critique, néo-marxiste, celle-ci rejoignant parfois celle-là. Ceci reste largement vrai en France, malgré le développement de positions plus neutres ou modérées depuis une quinzaine d'années.

Que fait un chercheur qui appartient généralement à ces élites culturelles, et donc à un milieu porteur d'une telle *doxa* ? Il devrait la négliger s'il respecte le principe de neutralité. Mais il est difficile de l'ignorer tout à fait. On observe les effets suivants, qui tiennent à la tentation de se faire remarquer, soit en rajoutant sur la *doxa* – c'est le rôle du pamphlet contre les médias, et singulièrement la télévision. Je ne citerai pas d'exemple, tant la production est ancienne et abondante, où le journaliste se distingue parfois mal de « l'intellectuel ». Mais on peut aussi aller contre la *doxa*, et dire du bien des médias de masse, comme l'ont fait par exemple Missika et Wolton (1983) lorsqu'ils ont dit du bien de la télévision : ils occupaient une position rhétorique originale par rapport aux discours dominants.

C'est peut-être ici l'occasion d'une première autocritique. Dans mon domaine, lorsque j'ai cru bon de souligner que la télévision sous de Gaulle n'avait pas que des caractéristiques négatives (contrôle de l'information), et méritait d'être réévaluée pour sa contribution culturelle, je me suis trouvé engagé dans une entreprise qu'on peut dire de réhabilitation d'un mauvais objet social. Cela n'était pas sans conséquence. Difficulté, peut-être, de « vendre » sa production dans les milieux de la recherche, qui attendaient la position inverse. Mais cohérence avec le milieu professionnel recherché, qui pouvait apprécier, au contraire, l'effort de réhabilitation. Je ne crois pas l'avoir fait par calcul. Rétrospectivement, pourtant, je me dis qu'il y avait là une cohérence axiologique un peu trop confortable. Cela correspondait parfaitement à ma position de chercheur, non dans une université ou au CNRS, mais pour le service public de l'audiovisuel (l'INA), où la réhabilitation, même nuancée, de la télévision, fait partie (je m'en rendrai compte plus tard), d'une tradition. Bref, j'avais glissé (même si la glissade est restée modeste) du statut de chercheur à celui de critique, sans m'en rendre compte. Et les valeurs dont je m'occupais n'étaient plus les valeurs épistémiques des règles de la recherche, mais celles du milieu même auquel j'appartenais aussi, non plus comme chercheur (idéalement indépendant), mais comme professionnel (même périphérique) de l'audiovisuel. Rétrospectivement, je ne regrette pas d'avoir pu tenir un discours engagé, comme professionnel, sur la télévision, mais de n'avoir pas mieux distingué les genres, et les positions. Bref, de n'avoir pas respecté ce que j'appelle le caractère séquentiel de l'engagement, que je vais préciser plus bas.

## Le conflit israélo-palestinien : la question des appartenances

Comment donc s'est fait la rencontre avec le terrain israélo-palestinien ? Arrivé en Israël en tant qu'universitaire spécialiste des médias, non-juif, avec une position politique que l'on pourrait dire « pro-palestinienne » (condamnation radicale de l'occupation), mais aussi marquée, comme ma génération, par le souci de « vigilance » (pour employer un mot un peu démodé) par rapport au racisme et à l'antisémitisme, j'ai eu le sentiment de faire, quant aux représentations du conflit israélo-palestinien, une série de découvertes (personnelles plus que scientifiques) qui ont piqué ma curiosité et m'ont amené à travailler sur ce sujet sans jamais me départir d'un certain « souci de soi » (les 'soi' professionnel et personnel, indissociablement mêlés).

Le contexte a pesé. Eclatant en 2000, combinant des attaques israéliennes meurtrières dans les territoires occupés, et une vague d'attentats suicide sans précédent, la seconde Intifada a aussi, à l'extérieur d'Israël-Palestine (et notamment là se trouvaient présentes des collectivités juives et arabes), radicalisé un débat déjà ancien sur le rôle des médias dans le conflit, et singulièrement dans son exportation longtemps redoutée. Au-delà des inquiétudes personnelles et citoyennes en Israël, il y avait là un sujet passionnant, dans un paysage médiatique complexe. Aux côtés des médias classiques, on voyait Internet fonctionner comme un sismographe hypersensible, sinon comme un amplificateur, de secousses sociales. Pro-palestiniens, Juifs inquiets pour Israël, pro-israéliens engagés, ont utilisé (et utilisent encore) le nouveau média pour prendre à parti les anciens, pour les surveiller, pour s'apostropher parfois, dans un dialogue qui ressemblait fort à un dialogue de sourds.

Deuxième découverte, cette violence des débats sur les médias redoublait, en fait, celle des débats sur le conflit, et conduisait les participants au débat à prendre des positions que je dirai « hyper-cohérentes » (qu'elle soit d'un bord ou de l'autre). On pouvait, dans bien des cas, tirer un fil. Le même intellectuel européen qui défendait les Palestiniens condamnait radicalement Israël comme principal responsable du conflit (en remontant parfois très haut dans l'histoire) ; il dénonçait les médias comme pro-israéliens, et ne trouvait à peu près jamais les médias pro-palestiniens (en ce cas, il écrirait : « pour une fois, et de façon surprenante... ») ; il dénonçait une tendance de certains (de ses adversaires, les pro-israéliens) à exagérer la portée de l'antisémitisme et, à l'inverse, à nier l'intensité du racisme antimusulman ou anti-arabe. On n'aura aucun mal à inverser les commutateurs pour faire le portrait du pro-israélien radical. Cette prévisibilité des positions était troublante. On pouvait trouver parmi nos auteurs des journalistes-intellectuels, auteurs de livres (disons, Alexandre Adler, ou Denis Sieffert), mais aussi liés à une presse qu'on peut dire militante, typiquement des auteurs hybrides. Que pouvait-il en être du chercheur et de son idéal de neutralité dans un tel contexte ? N'allait-on pas lui reprocher la lâcheté, le refus de prendre parti alors que la situation était brûlante - précisons, du point de vue médiatique, brûlante pour les journalistes qui écrivaient sous le feu de la critique, mais aussi pour les publics qui s'emparaient, parfois avec colère, de miroirs qu'ils estimaient déformants d'une réalité qui leur était chère.

En tout cas, le chercheur voyait ici reparaître chez autrui l'engagement politique, au sens le plus radical et le plus simple. Cette prévisibilité revient à dire que les

sociologues, chercheurs, critiques (y compris les journalistes-essayistes) qui intervenaient sur le conflit et sa couverture (indissociablement) écrivaient souvent de façon profondément engagée : ils condamnaient Israéliens, Palestiniens, ou les acteurs plus lointains, les « diasporas » respectives qui se trouvent attachés au conflit ; pour ce qui est des médias, ils condamnaient tel article/journaliste/média, voire un pays tout entier, quand ce n'est pas l'occident tout entier, pour sa couverture abusivement pro-anti/israélienne-palestinienne. On trouvait alignées chez eux les positions de chercheur (si elle existait), de critique, et d'expert (pour peu qu'ils se mêlent de suggérer aux acteurs ce qu'il fallait faire).

Pouvait-on assigner ces deux positions symétriques à des parcours politiques et des appartenances identitaires ? Je n'ai pas fait ici d'analyse statistique, mais disons, pour faire bref, que le pro-palestinien radical se trouvait assez facilement dans les milieux de la gauche... radicale. Le pro-israélien radical appartenait souvent au monde juif, disons à son aile droite – qualification délicate, j'en conviens, mais que je n'approfondirai pas ici. Le facteur national et géographique, enfin, compte aussi, malgré la soi-disant globalisation culturelle et médiatique. Les écarts de discours entre les pays demeuraient considérables. La question de la couverture du conflit se posait différemment en Israël, en France, aux Etats-Unis, en Angleterre, pour citer des terrains médiatiques que j'ai essayé d'explorer, ce dont on trouvera une synthèse chez Bourdon (2013). De façon très claire, le pro-israélien (radical) est plus facilement américain (étatsunien), le pro-palestinien (radical) est plus facilement européen – ici ils se révèlent dépendants de l'opinion dominante de leurs pays respectifs (dépendance qui devrait, elle aussi, inviter le chercheur tenté de s'engager à réfléchir). Le discours médiatique pouvait être traduit, exporté d'un pays à l'autre, la critique traverser les frontières : ceci ne créait pas de village global ou de « mémoire cosmopolite » (Lévy et Snajder 2004) de l'événement mais multipliait les chances de malentendus et de mécompréhension, y compris entre chercheurs.

Pour prendre un exemple, c'est en Angleterre qu'un livre de chercheurs de gauche, connus pour une longue tradition de critique « radicale » des médias, s'est trouvé plaider, à la grande surprise de nombreux observateurs, notamment en Israël, que la BBC pratiquait une couverture... pro-israélienne (Philo *et al.*, 2004), à rebours des critiques dirigées contre la BBC par des observateurs anglais, répercutées sur un site qui argumente la perspective opposée, de façon plus convaincante, de mon point de vue de chercheur. C'est l'occasion de préciser le terme. Car le livre de Philo (2004) est publié par des chercheurs assermentés (universitaires) chez un éditeur, il est vrai, qui s'est fait une réputation auprès d'auteurs de la gauche, voire de la gauche radicale. Le site [www.bbcwatch](http://www.bbcwatch), que je viens d'évoquer, émane de personnes qui n'ont aucun titre en tant que chercheurs, et qui de plus annoncent un engagement, au moins un souci par rapport à l'image d'Israël. Un examen attentif des textes produits donne à penser que les plus chercheurs des deux (le livre et le site) ne sont pas nécessairement ceux qu'on pense, ou qu'en tout cas, le titres avec lesquels on s'avance, ou non, ne suffisent pas pour assurer la qualité (la neutralité au moins relative) de la recherche.

Car chercheur (et non critique, ni-même expert), cela peut être un titre officiel, et de nouveau, singulièrement dans le contexte français. Le chercheur le plus titré est « chercheur au CNRS » (dans un centre national, de la recherche, scientifique : chaque mot compte). Mais dans les médias, particulièrement, on verra apparaître des chercheurs indépendants. De mon point de vue, idéaliste, c'est la qualité du travail qui fait le chercheur, non le titre. Même si c'est ainsi que les choses fonctionnent en



société : la personne la plus titrée (chercheur, enseignant-chercheur, professeur à l'université de Tartemolle), a plus de chances d'être reconnue comme compétente. De ce point de vue (celui du « titrage » professionnel), le chercheur est d'abord en concurrence avec le journaliste, lui aussi patenté, ou du moins encarté, dans un espace juridique.

## Chercheurs et critiques engagés, effets de déplacement

J'ai sans doute caricaturé la carte des positions relatives à la couverture du conflit (en incluant dans celles-ci des travaux non nécessairement estampillés comme universitaires, comme ceux de journalistes-essayistes). Essayons de préciser la question de l'engagement à travers des exemples un peu plus complexes que ceux du couple de radicaux des deux camps décrits plus haut.

Commençons par le cas des intellectuels juifs européens, et singulièrement français (dont j'ai cité certains plus haut), ou européo-israéliens : le cas des binationaux est particulièrement pertinent pour notre propos. Je dis « intellectuels », mot flou qui me permet de regrouper à la fois des chercheurs (mais qui n'écrivent pas nécessairement au titre de leur compétence spécifique) et des journalistes auteurs d'ouvrage (dont la compétence officielle est encore plus floue, et la visibilité nettement plus élevée).

Beaucoup de ces « intellectuels », donc, critiquaient les médias de leur pays européen d'origine (la France, mais aussi le Royaume-Uni, l'Italie) pour une position vécue globalement comme « anti-israélienne » ou « pro-palestinienne ». Ce faisant, ils craignaient de se faire accuser d'être des soutiens inconditionnels du gouvernement israélien. D'où une posture du type : « je suis de gauche en Israël, mais je suis obligé de protester contre une critique d'Israël que je juge injustifiée, antisioniste voire... antisémite, qui épouse les thèses de la gauche radicale postsioniste et oublie la gauche sioniste que je représente ». Un bon exemple nous est donné par une libre opinion d'Ilan Greilsammer dans *Le Monde* du 5 avril 2002, sous le titre « Cessez de nous sharoniser ». En France même, l'Observatoire du Monde juif (2002) a réuni dans un ouvrage collectif des intellectuels et chercheurs qui se sont livrés à une critique en règle de médias jugés (au moins pour le début de la seconde intifada) pro-palestiniens. Et ce ne sont là que deux exemples parmi beaucoup d'autres, d'un phénomène qu'on avait déjà pu observer, mais avec une moindre ampleur, suite aux guerres de 1967 et 1982.

Plus confortable était la position d'intellectuels israéliens « mono-nationaux », journalistes ou universitaires, engagés dans une critique radicale et systématique de l'occupation. Ceux-là n'écrivaient pas spécifiquement sur les médias, par contre, ils se trouvaient repris, cités, appropriés (là encore, d'une façon très prévisible). Ils pouvaient s'agir de sionistes de gauche (un journaliste comme Gideon Levy, de Haaretz, une universitaire comme Nurit Elhanan-Peled, de l'Université hébraïque), ou d'anti-sionistes, partisans d'un Etat unique pour tous les citoyens juifs et arabes sur l'ensemble de la Palestine mandataire - Israël et territoires occupés (un militant essayiste, comme Michel Warshavski). Le mot de « confortable » doit être précisé. Ils n'étaient pas soumis à une bascule de gauche à droite en changeant de lieu ou de lecteur, et pouvaient rester de gauche en toute circonstance, même si cela pouvait se faire avec des confusions. Ils pouvaient être soumis à très forte critique dans leur

propre pays, et se trouver mieux accueillis au dehors, principalement en Europe. Dans certains cas, leur notoriété hors d'Israël pouvait être aussi grande, sinon plus que dans leur pays d'origine. Cette notoriété peut être agréable, mais elle n'est pas nécessairement souhaitée. Gideon Lévy, lors d'un colloque à Tel Aviv en octobre 2011, remarquait qu'il préférerait être mieux entendu en Israël plutôt qu'auprès des activistes pro-palestiniens européens qui lui sont gagnés d'avance.

Enfin, pour revenir aux médias, certains chercheurs en communication israéliens (généralement non binationaux, ce que je pense n'être pas fortuit) ont travaillé, dans le contexte de la seconde Intifada, sur les médias de leur propre pays. Voici donc des chercheurs travaillant sur leurs terrains. Ils n'ont pas respecté le principe de neutralité et ne le pouvaient sans doute pas, à la fois par conviction citoyenne trop forte, et aussi parce que la société les requiert. Soit, dans sa masse, la société juive israélienne vous demande de participer à la politique d'information (la *hasbara*) israélienne, à défendre l'image du pays injustement attaqué - lorsqu'on explique, comme moi, que ce n'est pas mon problème de chercheur, on peut trouver des publics méfiants mais aussi, tout simplement, surpris : ils ne comprennent pas. Certains chercheurs ont participé à des conférences aux côtés de membres des forces de sécurité, en critiquant tel ou tel aspect de la couverture occidentale, notamment à propos des images de la mort d'un enfant diffusées en octobre 2000 par la chaîne France 2 (« affaire al-Dura », voir *infra*). D'autres, en position de petite minorité, ont développé une critique radicale des médias israéliens pour leur nationalisme et leur soumission aux impératifs sécuritaires du gouvernement, et, notamment, pour l'acceptation sans réserve de la condamnation des Palestiniens jugés seuls responsables de l'échec des négociations de Camp David. Je citerai ici mon collègue Daniel Dor (2005). Son deuxième ouvrage trouva un éditeur britannique lié à la gauche ou à la gauche radicale (le même éditeur qui a publié le travail de Philo en 2004, cité plus haut) – exportation qui n'était pas d'ailleurs son premier souci, car la critique était pour lui destinée surtout à toucher les lecteurs israéliens, tout comme pour Gideon Lévy.

Dans tous les exemples cités, les questions du lieu et de la langue, et les effets de déplacement, sont présents. La critique « de gauche » des médias israéliens en hébreu (voire la critique d'Israël tout court) ne trouve guère de public en Israël, mais, en traduction, s'exporte sans trop de mal. Ce succès peut plaire, mais peut aussi surprendre un peu désagréablement car la portée de la critique change lorsqu'elle voyage. Pour prendre un cas concret, se trouver cité de façon élogieuse par l'agence d'Etat iranienne, même pour un critique israélien radical, n'est pas forcément ce que souhaite l'auteur. A l'inverse, un discours qui témoigne du souci d'Israël considéré comme l'objet d'une critique injuste, produit par un Israélien qui se sent de gauche, va se trouver, dans un contexte français, « rebasculé » sur une position pro-israélienne (*sharonisé*, selon le terme d'Ilan Greilsammer). En voyageant, on passe de gauche à droite, ou de la gauche à la gauche radicale. Bref, pas facile d'échapper aux effets de déplacement.

## Annoncer la couleur

J'ai précisé certaines caractéristiques de mon engagement. Je voudrais y revenir à la lumière des exemples cités plus haut. Précisons d'abord les lieux. Je suis d'abord chercheur, universitaire, protégé par la tour d'ivoire, auteur d'ouvrages et d'articles à

diffusion modeste, de quelques interventions dans les médias. Mais aussi, et surtout à propos de mon travail sur le conflit israélo-palestinien, j'ai été amené à présenter mon travail devant des publics n'appartenant pas au monde universitaire, entre autres des élèves de lycée, des publics de colloque (à Tel Aviv, en Israël), des amateurs d'histoire, et, très fréquemment, des élèves journalistes. J'appuyais ces présentations sur un livre de recherche et de synthèse, déjà cité (Bourdon, 2009), et aussi sur un documentaire historique retraçant la vision du conflit à la télévision française (Bourdon, 2008).

Quel fut ici ma position sur la question de l'engagement ? D'abord, je crois bon pour un chercheur de préciser d'entrée de jeu (cela est bien sûr plus facile à l'oral et peu adapté au style académique, notamment celui de l'article) que l'auteur a un engagement politique citoyen clair sur le conflit israélo-palestinien. Ceci explique la passion que peut susciter chez moi le sujet. Mais je crois aussi (et je m'en explique régulièrement) que mon travail de chercheur n'a pas pour but d'apporter de l'eau à un quelconque moulin politique, fût-ce le mien, à trouver dans les faits ce qui peut alimenter mon point de vue. D'autres le font, abondamment. Autrement dit, je ne juge pas les médias d'un point de vue militant. Je pense qu'il y a là un souci d'honnêteté, mais aussi la façon la plus simple d'échapper à la suspicion rencontrée dès qu'on aborde un ton scientifique tant soit peu distant sur le sujet. Les faux neutres, à mon avis, abondent, qui adoptent une position en apparence « purement scientifique » alors que « tout le monde sait » qu'ils ont des positions sur la question, d'où des commentaires du type : « pour un pro-palesto, il est honnête », ou, « il se pose en historien, mais c'est un pro-israélien radical ». Suspicion au fond compréhensible, pour notre sujet chaud, et qui réclame donc un vrai travail de présentation de soi (ou du double soi que constitue le citoyen et le chercheur, et de leur cohabitation parfois délicate).

Explicitant cette position politique, je m'appuyais aussi sur mon travail pour souligner que je me méfiais, y compris en moi-même, des positions hyper-cohérentes. Au contraire, je réclamaient le bénéfice d'une position tant soit peu complexe, qui distingue la critique d'Israël militante, pratiquée sur place (en hébreu de surcroît), en signant des pétitions, en participant à des manifestations, voire en écrivant des textes, et le travail sur cette même critique d'Israël relayée au dehors, dans une autre langue, un autre contexte social. Je ne crois pas, aussi critique de la politique d'Israël que je puisse être, que toute critique d'Israël soit partout bonne à prendre (au contraire, je viens de l'évoquer à travers plusieurs exemples, il y a de bonnes raisons d'être prudent dans l'exportation et la traduction), que les appropriations de cette critique posent problème, peuvent être critiquées, mais qu'elles doivent d'abord être... étudiés. A nouveau, chercheur d'abord !

Il faut donc être critique de la critique, et ceci renvoie à un choix politique mais aussi à un choix intellectuel. Pour prendre un exemple, la critique d'un côté dans le conflit ne doit pas immédiatement conduire à mettre dans le même sac tous les alliés et les soutiens réels et supposés. Exemple simple : distinguer la critique de la politique israélienne de celle des citoyens israéliens, des Juifs, des Etats-Unis ; distinguer la critique de la politique palestinienne du Hamas (puisque'il y a deux politiques palestiniennes) de celle de l'autorité, des citoyens palestiniens, de la diaspora musulmane ou arabe, etc.

Donc, annoncer la couleur, ou plutôt les couleurs. Mais cela n'est qu'une partie de ce qui recoupe, pour moi, la notion d'engagement. L'essentiel tient bien sûr à l'exercice du droit de critique sur l'activité et les productions des principaux « sujets » de ma

recherche, les journalistes qui couvrent le conflit israélo-palestinien. Il convient de préciser la « cible » de cette critique : moins un discours qu'une pratique discursive dans un certain contexte.

## Critique de la pratique journalistique, en contexte

Avant d'en venir aux détails de la critique telle que je la conçois, une dernière explication : je ne pratique pas, ou très rarement, la condamnation d'un discours en tant que tel, en fonction de ses caractéristiques internes, sans tenir compte de l'auteur, du contexte, de la trajectoire. Dans le contexte d'études de communication, la critique du discours peut s'appuyer d'abord sur des critères professionnels, d'objectivité, de neutralité, ou d'équilibre. On pourrait mettre ici des guillemets partout. Mais ces critères ne sont pas mon objet, ou seulement de façon connexe (lorsqu'il y a une prétention à la neutralité, qui n'est pas, de fait pratiquée – voir la section suivante). Je pense, en tout état de cause, que réclamer aux médias en général l'objectivité ou la neutralité, n'est pas praticable. D'abord, parce qu'on manque de critères pour apprécier l'objectivité du discours journalistique (voir pour des positions différentes de la mienne Lemieux 2000, Boudana 2011).

Cependant, la condamnation d'un discours peut aussi s'appuyer sur des critères plus fermes. Les discours racistes, antisémites, génocidaires, sont universellement, et juridiquement, condamnés dans la plupart des sociétés. On se heurte là à un autre problème : à supposer que les auteurs de textes médiatiques soient animés par des intentions de ce type, ou, disons plus prudemment, par une hostilité systématique envers un peuple, un groupe religieux, ils ne l'affirmeront pas ouvertement. Le discours ouvertement condamnable est rarement tenu dans un espace... ouvert, comme le sont les médias. On pourra certes soupçonner, à partir d'indices, un discours de traduire, voire, plus vaguement encore, d'encourager, une attitude clairement condamnable. Mais il devient très difficile de faire la part de la critique bien fondée du simple procès en suspicion.

Prenons un exemple qu'a longuement travaillé Koren (1996, 2008, 2012). Que faire des comparaisons que j'on jugera abusives entre tel acteur du conflit (l'armée israélienne, singulièrement) et les nazis, qu'elle soit faite directement ou par allusion (« Les Palestiniens sont ghettoïsés », voire, « les Palestiniens sont mis dans des camps de concentration ») ? Il est vrai qu'une « assimilation avec le parangon du mal » relève d'une opération qu'on peut qualifier de délégitimation. Le problème est que, dans la polémique ou l'article d'opinion, la comparaison avec le nazisme a une très longue histoire (que j'ai essayé, partiellement, de retracer), que cette comparaison scandaleuse est relativement banale, ce qui est logique, puisque dans l'appel à la condamnation, la « montée en condamnation » – pour paraphraser une expression de Boltanski et Thévenot (1991), la montée en généralité – mène « naturellement » à la comparaison avec Hitler (Bourdon, 2009)<sup>2</sup>. Il faudrait aussi tenir compte, au-delà de cette figure spécifique, de l'orientation discursive du média où de telles analogies sont utilisées (ou citées, ce qui n'est bien sûr pas tout à fait la même chose), signaler qu'il accumule les critiques d'Israël, arrivant à ce que j'ai proposé d'appeler, plutôt que de l'antisémitisme, une position « hypercritique » d'Israël.

Le cas des citations, très fréquent dans les médias, est tout aussi délicat à traiter, pour des raisons différentes. Lorsqu'une personne interviewée après un attentat suicide

commis par un Palestinien dit, dans l'émotion, « c'est la faute aux Arabes, il faut tuer tous les Arabes », elle tient un discours aussi condamnable que celui qui dirait : « il faut tuer tous les Juifs ». Aussi condamnable ? A nouveau, soyons à l'écoute : pour ceux du monde juif, ou ceux à sa périphérie, qui ont une inquiétude historique un peu particulière, liée au génocide, la phrase aura une portée différente. Mais pour apprécier cette portée, il faut tenir compte du public (du public potentiel de la phrase, et du public auquel on explique cette portée...). Et plutôt que de condamner un discours « en tant que tel », il faut réfléchir aux circonstances de sa diffusion, et interroger le journaliste (et la chaîne) qui choisit de diffuser un tel reportage dans la France de 2002.

Je proposerai donc d'associer l'orientation argumentative des textes aux possibilités d'interprétation, et de travailler ensemble l'une et l'autre. Proposition, je l'avoue, théorique. Je n'ai pas pratiqué la recherche qui consisterait à soumettre à un *focus group*, à un panel, voire à des sondés, des interprétations possibles des exemples cités. Je crois que cette multidisciplinarité serait passionnante, et permettrait d'affiner la critique des discours et de leurs auteurs. On trouverait sans doute un tableau des lectures possibles, qu'on pourrait classer (selon l'article classique – en communication – de Stuart Hall, 1994), en lecture dominante, négociée, et oppositionnelle. La première accepte pleinement l'orientation argumentative proposée, la seconde « négocie » une interprétation intermédiaire, la troisième la rejette. Il resterait à évaluer comment, dans un lectorat donné, se répartirait quantitativement lesdites interprétations. Question stimulante, dont je ne suis pas sûr qu'elle puisse recevoir une réponse définitive.

## Deux exigences (ou deux critiques) : le renoncement à la neutralité « professionnelle », la prise en compte des publics

Mon engagement vis-à-vis des journalistes n'a donc pas consisté à condamner telle production, mais plutôt à encourager la réflexivité, ou, si l'on préfère une formulation plus négative, à dénoncer le manque de réflexivité, que permet trop facilement l'idéologie professionnelle de la neutralité. Je me suis trouvé leur demander (en termes, à nouveau, plus nuancés que la formulation quelque peu abrupte qui va suivre) qu'au moins dans l'entretien en tête-à-tête (pas nécessairement dans un débat public, ou le plaidoyer pour le professionnalisme prend une forme souvent rigide), ils acceptent de me dire comment ils vivent leurs engagements dans le conflit israélo-palestinien, même s'ils revendiquent la distance professionnelle. En substance, je leur disais qu'un énoncé du type « c'est un conflit comme les autres, je ne fais que mon boulot » ne paraissait pas suffisant pour éclairer les choix sans fins qu'ils étaient amenés à faire, concrètement, dans leur pratique.

Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer toutes les réactions que produit cette invitation à la réflexivité : elles furent, en tout cas, très variables, d'un journaliste à l'autre : depuis le déni pur, jusqu'à des positions beaucoup plus nuancées, parfois au fil de plusieurs rencontres. Même si les intéressés n'en tenaient pas compte, ou seulement de façon partielle, j'ai été moi-même conduit à évoquer leurs trajectoires professionnelles, politiques, identitaires, et à les relier à la façon dont ils couvraient le conflit (même si eux-mêmes n'étaient pas toujours disposés à le faire).

Car l'effort de réflexivité, et singulièrement pour un journaliste qui n'en a guère le temps, et que l'idéologie professionnelle (bien souvent enseignée dans les écoles de journalisme) n'invite pas à pratiquer, est difficile. Un aspect m'a paru particulièrement intéressant, y compris dans une série de dialogues organisés entre journalistes européens et israéliens (incluant des journalistes arabes israéliens) : la dimension nationale. Les cultures nationales dans lesquelles nous sommes engoncés échappent encore largement à la réflexivité, même si la sociologie comparative du journalisme (Deuze 2002) montre la diversité des valeurs qui animent les journalistes selon le pays, et sont susceptibles d'influer sur leur engagement. A nouveau, le parallèle s'impose : le « chercheur de guerre », si je puis me permettre l'expression, n'est-il pas soumis à des effets de culture voisins de ceux qui peuvent peser sur le « correspondant de guerre » ? En tout état de cause, si d'un côté, il n'y a pas de « pur professionnalisme », de l'autre côté, il n'y a pas de « pure science » non plus.

De façon plus spécifique, il me paraissait intéressant de faire réfléchir des journalistes sur le lien entre la culture américaine, la culture anglaise, et le conflit israélo-palestinien. Pour simplifier, on trouvera, dans le premier cas, un soutien à Israël et une critique au total prudente, lorsqu'elle s'exerce (le *New York Times*, supposé très critique d'Israël par rapport aux médias américains), et une critique qui s'exerce très librement, y compris dans le maniement de tabous comparatifs évoqués plus haut (*The Guardian*, *The Independent*, en Grande-Bretagne). Et la France ? Je serai tenté de suggérer qu'elle occupe, au total, une position intermédiaire.

Soulignons la complexité de la position journalistique à cet égard. Dans le reportage standard, dans la presse dominante, le journaliste ne parle pas de son histoire personnelle, de sa posture idéologique ou identitaire. Il peut le faire, pourtant, à l'occasion d'un article où il revient sur son travail, ou encore dans un livre ou, bien sûr, dans un entretien. En télévision, on pourra le retrouver dans un documentaire un peu personnel, jamais dans un reportage. Je crois cette information précieuse, et pas seulement pour le chercheur. Le passage à la première personne contredit, j'en suis conscient, un des postulats les mieux établis du discours informatif. Mais il doit être pratiqué, à mon sens, plus souvent, y compris pour souligner, au détour d'un reportage, l'émotion qui a pu saisir l'auteur.

La deuxième exigence est peut-être un peu moins difficile à réaliser (un peu moins utopique). J'essayais de rendre les journalistes sensibles à leurs publics. Pour reprendre l'exemple du reportage citant la phrase « il faut tuer les Arabes », j'ai vu l'auteur, dans une émission réflexive consacrée à ce reportage, affirmer qu'il n'avait pas à s'occuper d'antisémitisme, que l'antisémitisme existait indépendamment de la couverture du conflit, et qu'il était « l'affaire de la justice et de la police ». Plus tard, dans un entretien, je l'ai vu adopter une position plus nuancée, soulignant qu'il était impossible d'ignorer le public lorsqu'on diffusait un tel reportage, sans aller, pourtant, jusqu'à s'interroger sur la possibilité même de diffuser un reportage de ce type. Je pense, pour ma part, que le journaliste devrait tenir compte des conséquences dommageables de la diffusion de propos haineux avant la moindre diffusion. Et, dans le cas cité, qu'il n'aurait pas fallu diffuser le propos.

Je crois indispensable ici, à la fois de critiquer des reportages qui peuvent réveiller des antagonismes, mais aussi, au-delà de cet exemple, de rendre sensible les journalistes aux effets sur le public (notamment juifs, arabes, musulmans, mais pas seulement) de la couverture du conflit israélo-palestinien. Encourageant des mobilisations très diverses,

offrant matière à identification pour des publics fragiles, et notamment des Juifs ou des Arabes qui souvent ne le sont qu'à demi et se révèlent par la grâce des médias plus juifs ou plus arabes encore, les médias contribuent à faire leurs publics. Ceux-ci utilisent les médias et la critique des médias, pour parler, peut-être, de tout autre chose que du Proche-Orient : d'eux-mêmes. De plus en plus, appartenir à un groupe, c'est lire les médias qui concernent l'image de ce groupe, être pris dans des « communautés imaginées » (y compris par d'autres), dans des jeux d'identification à distance. Mais ce processus est porté à son point culminant lorsque les identités sont plus fragiles, plus diasporiques.

Or, il est très peu de journalistes qui tiennent compte de ce processus au-delà d'une prudence occasionnelle. Je n'ai rencontré qu'un cas, une voix (ou une voie) dissidente, celle de Jonathan Freedland. Il pratique à la fois la réflexivité sur sa trajectoire et sa culture nationale, et se révèle aussi sensible aux différents publics. Il est sensible aux malentendus et aux différences de perceptions entre l'Europe et les Etats-Unis, ou entre le monde juif et son environnement. Juif lui-même, il écrit pour l'hebdomadaire britannique le *Jewish Chronicle*, mais aussi dans le *Guardian*, journal réputé sévère pour Israël. Il explique comment, dans le *Jewish Chronicle*, il essaie de faire admettre la critique d'Israël à un public qui s'en inquiète fort, tandis que pour le *Guardian*, il se préoccupe au contraire des effets possibles de cette critique sur un large public. Il est critique d'Israël mais se préoccupe du caractère systématique, voire obsessionnelle de certaines critiques d'Israël, comme il l'a expliqué. Mais le parallèle entre mes sujets et moi-même me poursuit : ce que j'apprécie chez ce journaliste, n'est-ce pas de retrouver chez lui, un peu en miroir, une position voisine de la mienne ?

## Retour sur la symétrie

Le lecteur l'aura sans doute noté, le chercheur est ici objet de recherche. En proposant d'entrer de jeu d'explicitier mes positions, en débouchant sur une critique explicite, je me suis appliqué à moi-même ce que j'exigeais des journalistes.

La symétrie va plus loin. Elle touche aussi les publics auxquels j'ai été emmené à m'adresser, qui étaient de plusieurs types. Disons, pour faire bref, soit des pro-palestiniens modérés (notamment des membres de l'association FIPP, Faculty for Israeli-Palestinian Peace), des critiques modérés d'Israël (le cercle Bernard Lazare à Paris, le Centre communautaire laïc juif de Bruxelles), enfin et surtout des étudiants, et singulièrement des élèves journalistes, comme je l'ai déjà indiqué. Par rapport aux journalistes, la communication avec ces publics a été nettement plus facile, et moins décevante. Ce n'est pas un hasard, on l'aura remarqué, si j'ai pu rencontrer, sur les deux bords, essentiellement des modérés. Mon discours n'avait guère de chance d'être accepté par les radicaux.

J'ai pris le parti, d'abord dans l'écriture, de faire référence à l'identité des lecteurs potentiels, de signaler ce qui pouvait agacer, voire indigner, tel ou tel. L'invitation à la réflexivité, à mon avis, doit aussi concerner les publics, quand elle le peut, et leur(s) implication(s) dans le conflit. Cela fut vrai particulièrement pour les élèves journalistes, qui considèrent le conflit israélo-palestinien comme un sujet particulièrement délicat. A la question : « comment écrire ? », j'ai peu répondu directement. D'abord, je ne suis pas professeur de journalisme, et je me méfie de la position d'autorité du chercheur-enseignant, évoquée plus haut. Il m'a paru plus intéressant de rendre ces (futurs)

auteurs de textes médiatiques conscients de ce qui les lie au conflit : des éducations religieuses diverses, les héritages historiques des liens entre l'Europe – ou la France – et le monde juif et musulman (antisémitisme et racisme anti-arabe bien sûr, mais aussi toutes sortes d'attachements complexes, de « -philies », de fascinations orientalistes, arabophiles ou judéophiles, que l'obsession du racisme fait oublier).

Les journalistes ici doivent comprendre qu'ils ne sont pas différents de leurs publics, en ce sens. Par contre, la sensibilité du sujet leur donne un pouvoir sur leurs publics. Avec des exemples concrets, on peut montrer, tout d'abord, que des mots peuvent blesser des lecteurs, que l'appel à l'émotion peut provoquer des indignations contre tout un monde ou une communauté (le monde juif jugé solidaire d'Israël, jusque dans une politique violente, le monde arabe ou musulman jugé fanatique comme tel de ses leaders religieux ou politiques).

## Séquentiel et cosmopolite, en quoi

Pourquoi ai-je parlé d'engagement séquentiel ? C'est qu'il n'apparaît pas dans le cours de la recherche, où l'on cherche uniquement à comprendre ce qui motive les acteurs (les journalistes) et leurs critiques. Il n'apparaît pas nécessairement non plus dans les textes scientifiques que l'auteur produit, ou seulement au terme de l'ouvrage. C'est là que l'on s'explique sur ce qui paraît souhaitable aux journalistes, et à leurs publics de comprendre, à faire retour sur leurs parcours, et à comprendre ce qui les passionne, voir les brûle. Mais c'est bien sûr, plus encore, la place des interventions orales. Je me souviens d'avoir expliqué, dans une conférence à Tel Aviv devant une délégation d'étudiants français, que pour certains publics du conflit israélo-palestinien, la réception des informations était devenue une question d'identité, qu'elle corroborait des sentiments (imaginaires, au moins pour partie), d'acceptation ou de rejet dans la société française, par exemple, qu'il valait mieux en être conscient, afin d'éviter (j'essayais une pointe d'humour) de se rendre malade à la lecture du journal, ou plus encore, à la réception de la télévision. Il y a là pour moi une forme d'engagement : s'adresser aux acteurs pour faire « baisser la température », leur faire comprendre ce qui était en jeu dans leur propre engagement, notamment dans leur dimension émotionnelle. J'ajoute que ce discours-là a plus de chance d'être reçu que le propos militant, car il déplace la question. J'ai cité l'humour, une pointe d'autodérision parfois, que j'utilise très souvent dans la parole publique.

Mais en quoi cet engagement est-il cosmopolite ? J'ai parlé, après tout, surtout des différences nationales, culturelles, entre les acteurs cités, journalistes, publics, sans compter les chercheurs eux-mêmes. La première façon d'être cosmopolite, je crois, c'est de tenir compte de ses appartenances, de la langue dans laquelle on parle, de son identité sociale et de celles de ceux auxquelles on s'adresse, et de la rendre visible. Cette manœuvre est risquée. Elle peut correspondre à l'effet inverse de celui recherché : vous ne pouvez donc pas être neutre, et vous le reconnaissez vous-même.... Ma réponse est qu'en tant que chercheur, je peux m'efforcer de le faire, conscient de ce qui me lie à mon terrain. Mais pour m'en détacher, et pour proposer à tous d'en faire autant. C'est ici que la neutralité scientifique, par un détour peut-être inattendu, rencontre une axiologie et une proposition sur la critique, qui prend le contrepied de celle de Walzer (1988). Le critique idéal, selon lui, doit rester proche de sa communauté, l'extériorité totale, radicale, étant artificielle, et risquant aussi de réduire à peu de



choses la portée de la critique. Si je ne crois pas à l'extériorité totale, je pense qu'on ne peut plus parler simplement de proximité avec un public ou une communauté lorsqu'on traite de discours qui circulent de façon planétaire, et sont adressés à des publics mobiles, parfois multi-identitaires, ou résidant dans un « double foyer », pour employer une expression courante dans les études de migration. Mon engagement est cosmopolite car la neutralité scientifique qui conduit à analyser les engagements d'autrui, notamment sur la base des appartenances nationales et culturelles, est une invitation à se détacher de ces normes pour élaborer un point de vue qui tienne compte des émotions de chacun, qui les relie alors qu'ils croient que tout les sépare.

Le chercheur engagé que j'ai essayé d'être veut tenir compte de la diversité des lieux où les discours sont prononcés, cherche une adresse cosmopolite (comprend que son discours s'adresse à des publics très divers, eux-mêmes impliqués dans le conflit). Comme chercheur, j'ai cherché à tenir compte d'un auditoire composite, modulaire, et essayé de réfléchir à un discours scientifique sur l'engagement qui faciliterait l'intercompréhension en même temps que la compréhension plutôt qu'il ne mimerait les engagements existants, y compris en favorisant l'un aux dépens de l'autre. Les engagements séquentiels et cosmopolites sont reliés par un but commun, un souci d'intercompréhension. On est encore loin d'une justice médiatique planétaire, mais c'est l'horizon lointain, dans l'esprit de Kant (1784).

## Pour conclure, quelques tribulations du chercheur aux prises avec l'emprise des images

Je voudrais revenir pour conclure sur la question du risque, couru à la fois si on annonce sa couleur politique, ou si l'on se réfugie derrière le statut d'universitaire. Qu'il s'agisse de publications de tribunes libres, de rencontres avec des acteurs engagés dans la critique des médias, ou simplement de prises de parole devant des publics d'associations diverses, je me suis trouvé plusieurs fois « démasqué ». Du côté pro-palestinien, un universitaire qui vient d'Israël et défend une position sur l'engagement en tant que chercheur (à nouveau, pas en tant que militant, mais ce *distinguo* fut parfois trop subtil compte tenu de la température émotionnelle...), sera rabattu du côté pro-israélien, traité, par exemple, de « sioniste matois » à l'issue d'une tribune sur le site du *Monde*, intitulé « Le conflit pro-palestinien rend-il aveugle ? », qui renvoyait dos-à-dos les discours pro-israéliens ou palestiniens radicaux. Du côté pro-israélien, on peut se trouver sommé de s'engager, ce qui m'est arrivé dans plusieurs conversations privées.

Un bon exemple des difficultés du chercheur peut être donné par ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire Al-Dura. Il s'agit des images d'un enfant palestinien que l'on voit mourir sous les balles, dans les bras de son père. Elles ont été filmées et diffusées le 2 octobre 2000, sur la chaîne France 2. Elles ont fait couler beaucoup d'encre. Tout un public soucieux de l'image d'Israël, image auquel le reportage nuisait gravement, a d'abord suggéré que les balles étaient palestiniennes, avant d'aller plus loin et de faire l'hypothèse d'une mise en scène. Les péripéties ont été nombreuses, jusqu'à, en mai 2013, la publication d'un rapport du gouvernement israélien sur la question. Le journaliste responsable du reportage a été violemment attaqué, a publié un livre plaidoyer (Enderlin, 2010). Ses adversaires, après un long travail, ont gagné du terrain mais modestement. D'abord, ils ont été beaucoup mieux entendus en Israël, mais aussi – on ne s'en étonnera pas – aux Etats-Unis. Ensuite, ils ont peu à convaincu plusieurs

auteurs du bien-fondé de la thèse de la mise en scène, notamment Pierre-André Taguieff, chercheur réputé sur la question de l'antisémitisme (Taguieff, 2010, où l'on trouvera les arguments opposés à ceux d'Enderlin).

On aura noté ma prudence dans l'exposé des faits, qui reflètent un choix. Je ne sais honnêtement pas ce qui s'est passé le 2 octobre 2010. Je crois que la controverse rend d'ailleurs à peu près impossible l'établissement des faits, car le terrain n'existe plus, tous les témoins ont trop d'intérêts en jeu – bonne chance au juge, ou à l'historien ! Ici je suis, malgré les sommations, Nathalie Heinich (2002 : 122) : « La neutralité axiologique, c'est précisément ce mouvement : cesser de redoubler les adhésions ou les critiques opérées par les acteurs, pour expliciter les conditions auxquelles ces adhésions et ces critiques se nouent à leurs objets, dans un sens ou dans l'autre ». Dans le cas de l'affaire Al-Dura, je me suis donc penché sur les effets de l'image - ce qui est mon domaine de compétence, plus que l'expertise quasi-judiciaire sur l'établissement des faits - pour comprendre la violence des affects mis en jeu par cette image. Ce à quoi je me suis entendu rétorquer (je résume) : « Vous êtes Israélien, vous n'avez pas le droit de donner des arguments à l'autre côté, vous devez vous mobiliser ». L'idée que mon rôle consisterait à défendre un côté (« le mien » ?), au détriment de l'autre, quelle qu'il soit, me paraît antinomique de mon travail de chercheur, et aussi, on l'aura compris, très différente de l'engagement que j'ai choisi.

Toutes ces mésaventures ne sont pas très graves, et m'ont confirmé, au fond, le bien-fondé de l'effort entrepris (sinon son succès). Le pire n'est de susciter que l'indifférence : vous n'êtes ni d'un des bords, ni de l'autre, et, pour citer l'un des éditeurs que j'essayais d'intéresser à mon travail : « monsieur, sur ce sujet, la nuance, ça se vend mal ». Ça se vend mal, mais je crois que ça vaut la peine.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Boltanski, Luc. 2009. *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation* (Paris : Gallimard)
- Boltanski, Luc & Laurent Thévenot. 1991 [1986]. *De la Justification, les économies de la grandeur* (Paris : Gallimard)
- Boudana, Sandrine. 2011. « A definition of journalistic objectivity as performance », *Media, Culture and Society* 33 : 3, 385-398
- Bourdieu, Pierre & Roger Chartier. 2010. *Le sociologue et l'historien* (Marseille : Agone)
- Bourdon, Jérôme. 2008. *Israël-Palestine, l'emprise des images*. DVD de 104 minutes produit par l'INA pour la chaîne parlementaire
- Bourdon, Jérôme. 2009. *Le récit impossible. Le conflit israélo-palestinien et les médias* (Paris : De Boeck et INA)
- Bourdon, Jérôme. 2010. *Introduction aux médias* (Paris : Montchrestien)

- Bourdon, Jérôme. 2013. « History of the Coverage of the Conflict : an overview, and some research questions », *The Dynamics of Images in the Israeli-Palestinian Conflict*. Proceedings of the conference, Bulletin of the French Research Center, Jerusalem <http://bcrfj.revues.org/6773>
- Charaudeau, Patrick. 2006. Réplique : quelle vérité pour les médias ? Quelle vérité pour le chercheur ?, *Questions de communication* 9, 181-194
- Deuze, Marc. 2002. « National News Cultures : a Comparison of German, Dutch, Australian and U.S. Journalists », *Journalism & Mass Communication Quarterly*, 79 : 1, 134-149
- Dor, Daniel. 2005. *The Suppression of Guilt. The Israeli Media and the Reoccupation of the West Bank* (London : Pluto Press)
- Doury, Marianne. 2004. « La position du chercheur en argumentation », *Semen* 17, 149-163
- Eco, Umberto. 1994. *Apocalypse Postponed* (Bloomington : Indiana University Press)
- Enderlin, Charles. 2010. *Un enfant est mort* (Paris : Don Quichotte)
- Hall, Stuart, 1994. « Codage/Décodage », *Réseaux* 12 : 68, 27-39
- Heinich, Nathalie. 2002. « Pour une neutralité engagée », *Questions de Communication*, série Actes, 3, 117-127
- Heinich, Nathalie. 2004. « Pour en finir avec l'engagement des intellectuels », *Questions de Communication* 5, 149-160.
- Kant, Emmanuel. 1784. *Idée d'une histoire universelle d'un point de vue cosmopolitique*, Traduction de 2002 en ligne.
- Koren, Roselyne. 1996. *Les enjeux éthiques de l'écriture de presse et la mise en mots du 'terrorisme'* (Paris : L'Harmattan)
- Koren, Roselyne, 2008, « Pour une éthique du discours : prise de position et rationalité axiologique », *Argumentation et Analyse du Discours* 1
- Koren, Roselyne. 2012. « Langage et justification implicite de la violence : le cas de l' "amalgame" », Aubry, Laurence & Béatrice Turpin (éds.). *Victor Klemperer - Repenser le langage totalitaire* (Paris : CNRS Editions), pp. 93-105
- Lemieux, Cyril. 2000. *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du journalisme et de ses critiques* (Paris : Métailié)
- Levy, Daniel & Natan Snajder. 2004. « Memory unbound. The Holocaust and the formation of cosmopolitan memory », *European Journal of Social Theory* 5 : 1, 87-106
- Missika, Jean-Louis & Dominique Wolton. 2003. *La Folle du Logis. La télévision dans les sociétés démocratiques* (Paris : Gallimard)
- Observatoire du Monde Juif. *Dossiers et Documents*, 2002 : *Proche-Orient, Les médias français sont-ils objectifs ?*
- Philo, Greg & Mike Berry, 2004. *Bad News from Israel* (London : Pluto)
- Taguieff, Pierre-André. 2010. *La Nouvelle propagande antijuive. Du symbole al-Dura aux rumeurs de Gaza* (Paris : PUF)
- Walzer, Michael. 1988. *La critique sociale au 20<sup>e</sup> siècle, solitude et solidarité* (Paris : Métailié)

## NOTES

1. Doury, 2004.

2. Je suis conscient que ce paragraphe pourrait être longuement prolongé, et notamment poser la question de la portée de cette comparaison dans le cas des victimes du nazisme (comparer les victimes à leur propre perpéteur n'est pas seulement les comparer au parangon du mal). Ce débat, cependant, ne peut être tenu sans tenir compte des sensibilités des différents publics : à nouveau la question du lieu, à la fois social et géographique, où le discours est prononcé.

## RÉSUMÉS

L'auteur essaie de tirer des leçons générales d'un parcours personnel et professionnel de sociologue des médias étudiant la couverture du conflit israélo-palestinien. Il s'ouvre par un rappel sur la notion de « neutralité engagée » défendue par Heinich (2002) et fondée sur une distinction entre les trois positions du chercheur, du penseur et de l'expert. L'auteur ajoute la position de l'enseignant. Il soutient que pour « objets chauds » qui suscitent de fortes controverses publiques, il est difficile de maintenir la neutralité axiologique du chercheur souhaitée par Heinich, notamment face aux journalistes qui ont une relation compliquée avec le monde de la recherche. De surcroît, pour des objets transnationaux, il est difficile d'ignorer les « passeports », les identités culturelles et nationales dont sont porteurs le chercheur et les acteurs impliqués dans sa recherche, et qui sont liés aux positions adoptées dans la controverse. Dans le cas du conflit israélo-palestinien, les médias ont été la cible de nombreuses critiques en raison de leurs biais supposés être en faveur de tel ou tel côté, selon l'époque, les pays. En tant que chercheur, l'auteur soutient qu'il est difficile de prendre parti, scientifiquement, dans ce qui divise les acteurs, et que de surcroît cela présente peu d'intérêt – conduit à redoubler le discours des acteurs. L'auteur applique ici une règle de neutralité et s'applique d'abord à comprendre les trajectoires et les positions des acteurs, qu'il s'agisse des journalistes, de leurs critiques ou des publics diasporiques du spectacle du conflit. Son engagement intervient au terme du travail de recherche, lorsqu'il s'adresse aux journalistes, et singulièrement à des élèves journalistes. Il critique chez les journalistes moins le biais que l'illusion de neutralité discursive qui conduit à ignorer leur responsabilité alors qu'ils devraient être plus clairs quant à leur implications dans le conflit (dont ils sont aussi des publics), et aussi être plus sensible aux réactions du public. Enfin, vers les publics, l'engagement de l'auteur consiste à suggérer (comme pour les journalistes) un retour sur soi-même, notamment une réflexion sur l'implication émotionnelle de chacun dans la consommation de médias, en bref, une invitation à la prise de distance. Cette approche ne va pas sans risque mineur, d'être pris à parti et sommé de renoncer à la neutralité, ou de se trouver malgré soi « démasqué » pour avoir pris parti sans le vouloir. Pour le chercheur, le risque le plus dangereux est bien sûr que ce refus de prendre parti ne suscite que l'indifférence.

This article tries to draw general lessons from the personal and professional itinerary of a media sociologist working on the coverage of the Israeli-Palestinian conflict. It starts with a discussion of Heinich's plea (2002) for an "engaged neutrality", based on a distinction between the positions of researcher, thinker and expert, to which this article adds the position of teacher. It also claims that Heinich's ideal of neutrality is hard to fulfill when working on a "hot topic" which triggers vivid and public controversies, involving notably journalists who have a complicated relation

with researchers. Finally, it insists on the fact that the different positions “have a passport”, a cultural identity, which matters especially for topics which have a transnational dimension, and controversies which opposes actors following lines of identity and nation. In the case of the Israeli-Palestinian conflict, the media have been the target of much criticism for their bias in being supposedly engaged in favor of one side or the other, depending on the periods and the countries. As researcher, the author claims it is difficult, scientifically, to take sides in the controversy, and that it is also useless as it leads to a replication of the actors’ discourse. He follows a principle of neutrality, by trying to explain (not to judge) the trajectories and the positions of the actors (three groups: the media critics and “monitors”, the journalists they accuse, and the diverse, diasporic audience of the media). The commitment (engagement) of the author comes at the end of his work: it is directed at the journalists (especially as future journalists/students) when they ignore their specific responsibility and identities, holding a neutral discourse while they should expose their own implication and take into account the reaction of the public. It also targets their audiences, who are invited to understand better (and then overcome) their emotional implications in the images of the conflict. This approach is not without (minor) risks: some actors will summon you to give up on neutrality and choose your side, others will unmask you for “ultimately” working for one side or the other, and, most dangerously, some will ignore you because you do not want to join the controversy.

## INDEX

**Mots-clés :** conflit israélo-palestinien, identité sociale, journalistes, médias, publics

**Keywords :** audiences, Israeli-Palestinian conflict, journalists, media, social identity

## AUTEUR

**JÉRÔME BOURDON**

Université de Tel Aviv, ADARR